

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 : LE SECRET PROFESSIONNEL.	3
1.1 Propriétaire du secret professionnel	12
1.2 Renonciation au secret professionnel	14
1.3 Protection du secret professionnel en cas de perquisition.	16
1.4 Prise de connaissance par erreur d'une information confidentielle	19
1.4.1 Droit d'être représenté par l'avocat de son choix.	23
1.4.2 Facteurs à considérer	23
1.5 Négociations, médiation et confidentialité.	26
1.5.1 Confidentialité et processus de médiation	27
1.5.2 Fin du processus	37
1.5.3 Opposabilité des documents préparés en médiation.	38
1.5.4 Confidentialité des négociations	39
1.5.4.1 Principe	39
1.5.4.2 Revue de la jurisprudence	44
1.5.4.3 Présence d'un tiers à l'entrevue	48

1.5.5	Conférence de règlement à l'amiable	50
1.6	Secret professionnel et dossier médical	54
1.7	Notes d'honoraires et confidentialité	57
1.8	Arrêt <i>Société d'énergie Foster Wheeler c. Société intermunicipale de gestion et d'élimination des déchets inc. (SIGED)</i>	60
1.8.1	Fardeau de preuve de celui qui invoque le secret professionnel	61
1.8.2	Obligation du tribunal de prendre connaissance des documents lors d'une objection concernant le caractère privilégié de ceux-ci	62
1.8.3	Conséquences lorsqu'un tiers assiste à un entretien protégé par le secret professionnel	63
1.9	Rapports confectionnés aux fins de préparer un dossier	64
1.10	Expertise et autres rapports en matière familiale et secret professionnel	68
1.11	Divulgaration en cas de danger : l'arrêt <i>Smith c. Jones</i>	74
CHAPITRE 2 : CONFLITS D'INTÉRÊTS		77
2.1	Principes	77
2.2	Représentation d'une partie poursuivant un ancien client	85
2.2.1	Notion de « connexité »	86
2.2.2	Intérêt supérieur de la justice : indépendance et objectivité	90
2.2.3	Représentation simultanée de clients	92
2.3	Nécessité de l'existence d'un lien client-avocat	95

2.4	Étendue du devoir de loyauté et conflit d'intérêts	98
2.5	Avocat témoin	103
2.6	Expert, conflits d'intérêts et récusation	106
2.6.1	Expert et conflits d'intérêts	106
2.6.2	Expert et récusation	109
CHAPITRE 3 : COMPÉTENCE ET RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLES		115
3.1	Principes généraux.	115
3.2	Critères relatifs à la responsabilité civile de l'avocat . . .	116
3.3	Devoir de conseil	119
3.3.1	Faute entraînant la responsabilité professionnelle et faute déontologique	135
3.3.2	Responsabilité professionnelle.	138
3.3.2.1	Jugement en appel	143
3.3.2.2	Avocat conseiller en placement.	144
3.3.2.3	Société nominale	145
3.4	Responsabilité professionnelle en matière familiale . . .	146
3.4.1	Responsabilité à l'égard des tiers	154
3.5	Prescription du recours	159
CHAPITRE 4 : CONDAMNATION PERSONNELLE DU PROCUREUR AUX DÉPENS		165
CHAPITRE 5 : PARTIE NON REPRÉSENTÉE PAR AVOCAT ET PLAIDEUR QUÉRULENT		171

5.1	Hors l'enceinte du tribunal, négociateur ou ne pas négociateur ? Telle est la question !	179
5.2	Rôle de l'avocat devant le tribunal face à la partie non représentée : devoir de loyauté	182
5.3	Démarche proposée	185
5.4	Plaigneur querelleur	188
CHAPITRE 6 : HONORAIRES EN DROIT FAMILIAL		205
6.1	Pacte de <i>quota litis</i> (mandat à forfait)	209
6.2	Réclamation des honoraires extrajudiciaires et autres frais en cas d'abus	213
6.3	Droit de rétention	222
CHAPITRE 7 : RÉCUSATION		225
7.1	Principes	225
7.2	Impartialité	225
7.3	Inimitié capitale	235
CONCLUSION		237
BIBLIOGRAPHIE		239
TABLE DE LA LÉGISLATION		245
TABLE DE JURISPRUDENCE		251
INDEX ANALYTIQUE		279